



L'homophobie vient-elle (vraiment, et seulement) d'en bas ?

Sylvie Tissot - 12 mai 2019

Il existe aujourd'hui une condamnation officielle de l'homophobie, et une politique de reconnaissance de l'homosexualité – à travers notamment la légalisation du mariage des couples de même sexe. Cette gayfriendliness institutionnelle résulte en bonne partie de la pression des mouvements sociaux, mais elle a aussi été entérinée et organisée à des fins de diversion – et de stigmatisation parfois explicite des « *autres* », présentés comme homophobes : les classes populaires, les minorités racisées et le « *monde musulman* ». C'est ce qu'ont montré plusieurs travaux consacrés à l'« *homonationalisme* » – terme forgé pour critiquer ces opérations politiques menées au nom du progressisme. Plusieurs réponses ont déjà été apportées pour les contrer, certaines allant malheureusement jusqu'à disqualifier toute lutte contre l'homophobie et toute demande d'égalité des droits (et notamment des droits d'accès au mariage et à l'adoption) au nom du supposé impérialisme, du supposé racisme ou du supposé mépris de classe dont elles seraient nécessairement, comme par essence, entachées. C'est un angle d'analyse très différent que nous proposons ici. Dans son livre *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York* qu'elle présentera le 21 mai à 19h30 à Bonjour Madame¹, Sylvie Tissot propose un détour par la gayfriendliness revendiquée par des hétérosexuels fortunés et cultivés, pour en dégager les caractéristiques bien particulières, ainsi que les importantes limites. Le texte qui suit, et qui en est extrait, analyse et déconstruit l'autorité morale dont les habitants de quartiers gentrifiés s'investissent eux-mêmes, par le biais notamment d'une dénonciation vertueuse de certains lieux et de certaines populations.

¹ Formidable bar-restaurant et espace de rencontres nouvellement ouvert au 40 rue de Montreuil, 75011 Paris

L'homophobie comme faute de goût

Les hétérosexuels et hétérosexuelles interrogées pour cette enquête, habitants des quartiers du Marais à Paris et de Park Slope à New York, appartiennent aux classes moyennes supérieures et supérieures². Plus clairement encore que par leurs revenus, ou encore que par la propriété privée, ils expriment leur statut à travers le niveau de diplôme, et plus généralement par une valorisation sans nuance de l'éducation.

Outre l'importance, bien établie, de la culture comme outil de reproduction sociale pour les parents, c'est souvent à travers des activités distinguées que socialisent certains enquêtés.

Daisy, universitaire à la retraite, décrit ses amis, des habitants de longue date de Park Slope, comme elle âgés de 60 à 70 ans de la manière suivante :

« Ils sont tous brillants, intelligents, plutôt vifs. [...] On va à des conférences, des rencontres de Pen [une organisation littéraire]. Les films, le théâtre, l'opéra. On va écouter de la musique de chambre, on a un abonnement. Et il y a de la musique de chambre presque tous les dimanches à la bibliothèque [municipale de Brooklyn]. C'est merveilleux. »

Or, le discours gayfriendly, ainsi que le rejet du racisme, est un moyen de réaffirmer l'importance de l'« éducation ». Le capital culturel, décrit comme un remède aux préjugés, un facteur d'ouverture, un gage de réflexion, masque en effet les positions de classe associées à la détention des titres scolaires.

Comme l'exprime Richard, 55 ans, homme d'affaires, diplômé de la prestigieuse université de Cornell puis détenteur d'un MBA (Master of business administration), « Si tu es éduqué [educated], si tu as été à l'université, tu as plus de chances d'interagir avec des gens différents de toi. Et avec un peu de chance, les préjugés que tu as s'effacent. » Cette affirmation intervient à un moment de l'entretien consacré à l'acceptation de l'homosexualité.

Pour Jennifer, en fin d'études supérieures, l'homophobie n'existe pas chez les « gens éduqués de classe moyenne » (middle class educated people), qui forment désormais la plus grande partie de la population de New York, me dit-elle. Le mot libéral dont se réclament l'ensemble des

² Pour plus de précisions sur les lieux de l'enquête et les enquêtés, voir l'introduction du livre

enquêtés étatsuniens est souvent accolé à ou pris comme synonyme de educated (éduqué ou instruit).

Alexander, ancien trader en reconversion professionnelle pour devenir psychanalyste, explique que « *ce qui caractérise la plupart de mes amis, c'est la curiosité intellectuelle, la tolérance sociale, le progressisme, l'ouverture, les valeurs idéologiques non doctrinaires. Oui, l'inclination intellectuelle.* »

L'insistance sur le passage par l'université est nette aux États-Unis où, nous l'avons vu, la fréquentation de camarades faisant leur coming-out dans ce lieu séparé de la sphère familiale constitue un moment important dans l'apprentissage gayfriendly. Mais de façon générale, dans les deux pays, l'homophobie est décrite comme un comportement relevant de l'obscurantisme, fondé sur des peurs absurdes et grotesques, en tout cas irrationnelles, que l'éducation permet de dissiper.

La croyance dans la connaissance se mêle à un habitus de classe qui fait des préjugés quels qu'ils soient une erreur d'appréciation, quelque chose de déplacé, en somme une faute de goût. Comme le dit Terrence, 63 ans, ingénieur, propriétaire d'une maison de ville située à quelques dizaines de mètres de Prospect Park, « *Je trouve l'intolérance raciale et toute autre forme de discrimination désagréable et inappropriée.* »

Ces fractions des classes supérieures, dont la position repose sur la reproduction du capital culturel, aiment à mettre en avant leur supériorité intellectuelle. Cette posture repose sur une certaine vision du monde et de l'histoire. Nous l'avons déjà noté, les propos des enquêtés s'inscrivent dans une croyance solidement ancrée dans un progrès porté par les luttes sociales, mais surtout par la raison, tenue pour source quasi automatique d'ouverture et de compréhension. Située loin des extrêmes, la raison favoriserait les compromis et les accommodements, dissiperait les haines.

Dans ce cadre, l'intelligence n'est jamais perçue comme un potentiel instrument au service de l'exclusion, mais comme l'opposé, en quelque sorte, du rejet. C'est par ce truchement, pensent-ils, que les générations prennent progressivement conscience du caractère absurde des formes de discrimination, et se rallient à la tolérance, considérée comme atteinte, sinon tout à fait acquise.

Pourtant, pourrait-on rappeler, on sait à quel point le savoir, notamment médical, est venu légitimer la criminalisation de l'homosexualité. L'idée de trancher « *pour* » ou « *contre* » l'éducation ou la science n'aurait pas grand sens. Ce qui m'importe ici, c'est de noter la chose suivante : interrogés sur le bilan qu'ils font des progrès des droits des gays et des lesbiennes, les enquêtés versent dans une autocélébration enthousiaste, alliant profession de foi progressiste et vision optimiste de l'ordre du monde. Si l'homophobie, le rejet et plus largement les préjugés existent encore, ce ne sont, selon eux, que des résidus du passé alors qu'un mouvement inéluctable est en marche, auquel in fine les plus réticents se rallieront.

Pour Rachel, étudiante en sciences de l'éducation à New York, fille d'un médecin et d'une professeure d'université, on assiste à une « *tendance rapide vers une acceptation croissante* ». « *On va dans la bonne direction* », me dit Gayle, journaliste, avec confiance.

À écouter attentivement les enquêtés, il semble clair toutefois que l'intelligence n'est pas seulement un gage d'ouverture, loin des haines tenaces et retardataires que nourrissent les moins diplômés. Elle réside aussi pour eux dans la capacité à contrôler son attitude et ses prises de position, comme les étudiants de Daisy qui, me dit-elle, « *sont assez malins pour ne pas dire des choses homophobes* ».

La gayfriendliness, en ce qu'elle cible les populations sans diplôme à qui il convient d'inculquer une attitude plus tolérante — attitude à laquelle elles seraient par définition plus rétives —, fonctionne ainsi comme opération de distinction. La position de classe que viennent établir les déclarations de gayfriendliness se situe à distance des moins diplômés, mais aussi d'un autre groupe : la bourgeoisie possédante à fort capital économique. Les modes de vie des gentrificateurs disent bien justement la distance qui est établie avec les fractions les plus riches des classes supérieures. L'installation dans un quartier anciennement populaire incarne l'éloignement culturel par rapport à des milieux plus traditionnels et à des modes de vie plus rigides. Comme dit Nicole, avocate, 60 ans, en parlant des banlieues résidentielles aisées où elle a grandi près de New York mais où elle n'a pas voulu s'installer : il n'y a « *aucune culture* ».

Là encore on voit comment se croisent distinction culturelle, habitus de classe et frontières géographiques. L'espace intervient pour circonscrire un habitus différent de celui des plus dotés. En vivant dans le Marais ou

encore à Park Slope, des quartiers « *sympas* », « *chaleureux* », on dit un refus d'habiter dans les suburbs pour les États-Unis, et dans les quartiers bourgeois à Paris que sont le 16^e arrondissement, ou plus récemment les 5^e et 6^e arrondissements.

Rationalisation de contraintes budgétaires, reclassements symboliques : dans ces opérations complexes, l'affirmation gayfriendly joue un rôle important puisqu'elle oppose aux quartiers de l'acceptation les espaces de l'homophobie. Généralement, toutefois, la grille spatiale connote tout autant la classe que la race, même si celle-ci ne peut se dire que de manière plus euphémisée encore.

L'homophobie vue d'en haut.

Construite dans les années 1980 et 1990 en grille d'analyse de la question sociale en France, la « *banlieue* » a aujourd'hui pour fonction de désigner une série très extensive de « *problèmes* ». L'évacuation de la question des discriminations a accompagné cette construction politique, en reléguant dans l'invisibilité le racisme qui pèse pourtant fortement sur le quotidien d'une partie importante de la population qui y vit. Dans le même temps, dès le début des années 1990, le ciblage des « *quartiers sensibles* » repose sur une identification ethnique : le pourcentage de populations immigrées a été érigé en indicateur permettant d'identifier et de mesurer ce caractère « *sensible* ».

De sorte que la référence aux populations habitant en « *banlieue* » ou dans les « *quartiers* » permet aujourd'hui de désigner des populations racisées sans utiliser le langage racial : soit que le propos est tenu dans des univers où il est prohibé en théorie, soit que l'idéologie républicaine, et parfois certains sentiments antiracistes, contraignent les locuteurs à des catégories dites « *color blind* », ou aveugles à la race.

Les discussions sur la gayfriendliness donnent à voir la manière dont le langage spatial sert en réalité à dire la race, et ce à des fins de mise à distance. Loin de l'opposition fantasmatique entre une France « *républicaine* » et des États-Unis foncièrement « *racistes* », le langage de la race est, dans sa forme particulière, présent dans les pratiques et les catégories de pensée des classes supérieures françaises. Comment se fait-il qu'il apparaisse à l'occasion de discussions sur l'homosexualité ?

Les propos des enquêtés parisiens font écho à des discours largement repris dans les médias, notamment sur la base d'ouvrages et de statistiques produites dans le milieu associatif. Des rapports de SOS Homophobie parus en 2005 et 2006 mobilisent des chiffres biaisés mais qui viennent conforter l'idée, diffusée dans des livres à succès, d'une homophobie plus forte et spécifique à la « *banlieue* ». Comme cela a été le cas quelques années plus tôt quand la question des violences contre les femmes a été circonscrite à certains territoires et certaines populations racisées, l'homophobie figure désormais dans la longue liste des « *problèmes des quartiers* ».

Pointer du doigt cette construction politique et médiatique ne veut pas dire qu'aucune homophobie n'existe dans ces milieux : des enquêtes seraient nécessaires pour en dégager les formes spécifiques. Mon propos ici est de mettre en évidence le rôle que joue l'homosexualité dans des processus de stigmatisation (tout particulièrement des Arabes), qui s'inscrivent dans une histoire ancienne. Comme l'a étudié l'historien Todd Shepard, l'extrême droite française a façonné après l'indépendance algérienne une figure de « *l'arabe* » comme source de dévirilisation de la nation. L'orientalisme sexuel prend désormais une forme inversée : les populations racisées, notamment arabes, forment toujours une menace mais pour une valeur désormais associée à la République, l'acceptation de l'homosexualité.

Ainsi Patrick, habitant du Marais et agent immobilier, explique : « *Chez les gamins des cités, je le vois quand je vais dans certains quartiers. "Pédé", c'est une insulte.* » Ici « *cités* » connote la race (surtout quand il s'agit de « *jeunes* », terme devenu synonyme de jeunes racisés), mais aussi la classe (par l'évocation d'un type de logements associé aux classes populaires). Son propos mêle en réalité espace, race et religion, et ce par l'intermédiaire du terme repoussoir de « *communautarisme* » :

« *Moi, j'ai quand même vendu un loft à un couple de femmes, 45-50 ans, bonne situation et tout. Elles avaient un loft à côté du métro Couronnes [à la frontière des 11e et 20e arrondissements de Paris]. Elles sont parties, c'était pas possible. C'est l'atmosphère générale qui est devenue intolérante, c'est devenu ultra communautariste.*

— *Moins tolérante qu'avant ?*

— *Dans ces quartiers, oui, oui, bien sûr. Je pense qu'il y a des quartiers où il fait encore pas bon du tout être gai. Il faut pas s'afficher sinon vous vous*

faites casser la gueule, ou insulter. Ça, c'est sûr. Ouais, ouais. Et ça participe de ce communautarisme qui s'affirme autour des religions. Mais, c'est la même chose dans le 16e à la rigueur. C'est pas une religion en particulier. C'est un phénomène. »

Il y a bien chez Patrick une proclamation d'universalisme (toutes les religions sont source d'intolérance), sans doute liée au contexte de la Manif pour tous à laquelle il fait allusion peu après. Les termes « *islam* » ou « *musulmans* » ne sont pas prononcés, même si le quartier qu'il évoque correspond à la section de la rue Jean-Pierre Timbaud où commerces et lieux de culte rendent visible l'islam dans l'espace public. Pourtant le « *à la rigueur* » marque une certaine différence entre le catholicisme de la bourgeoisie du 16e arrondissement et l'islam des quartiers populaires.

Surtout, comme chez beaucoup d'enquêtés, le mot « *communautarisme* » permet ici de faire le lien entre la question musulmane et l'homophobie. Car dans les deux cas, il pose une limite à la visibilité dans l'espace public et aux revendications des groupes minorisés, sources potentielles de « *ghettoïsation* » et de « *repli sur soi* ». Ainsi interrogée sur le « *communautarisme* », Marie-Pierre s'exclame :

« Alors moi, personnellement, je suis contre le communautarisme. Vous ne m'avez pas posé la question, le burkini... Qui dit communautarisme, dit repli dans un ghetto, pour faire simple. Pour moi les choses et les gens doivent être ouverts, et pas du tout "on est entre nous, on a nos lois", non, je suis contre. »

Cet entretien se déroule peu de temps après la polémique sur le burkini, qui éclate en France en 2016, et l'allusion à ce maillot de bain musulman dit bien que le communautarisme est ici associé à l'islam. Les injonctions morales adressées aux gays et aux lesbiennes sont moins fortes que pour les musulmans ; néanmoins on retrouve à travers cette rhétorique les mêmes exigences : la relégation dans le privé, et l'attente d'une certaine discrétion et modération politique.

Mais c'est plutôt sur des espaces étatsuniens qu'elle et d'autres enquêtés se focalisent. Le Bronx et le Queens, deux districts de la ville de New York qui forment des espaces diversifiés mais où habite une importante population noire, sont pointés du doigt comme posant problème du point de vue de l'homophobie. À ces deux espaces est opposé « *Brooklyn* », où ils habitent. Brooklyn est lui-même un district extrêmement divers et comprend des quartiers populaires, noirs et hispaniques, mais derrière sa «

diversité », une même « *acceptation* » règne aux yeux des enquêtés : « *À Brooklyn, il y a tellement plus de diversité, tellement plus d'acceptation* », me dit Elizabeth, comparant Park Slope à l'Upper East Side, quartier traditionnellement huppé de Manhattan où elle a habité un an.

Le vocabulaire étatsunien de la « *communauté* » permet aussi un recouplement entre l'espace et la race, sans la connotation fortement péjorative associée, en France, aux communautés, pire encore au « *communautarisme* ». Ainsi plusieurs enquêtés new-yorkais interrogés sur l'homophobie évoquent-ils les « *communautés noires* » et les « *communautés hispaniques* ». Nicole m'explique que l'homophobie est « *un enjeu ethnique* » (an ethnic issue).

En France, la dénonciation du « *communautarisme* » et plus précisément l'évocation du « *voile* » chez les musulmanes sont autant de manières de s'alarmer du conservatisme des populations non blanches. Ainsi Stéphanie me raconte-t-elle s'être inquiétée d'une amie de son fils qu'elle connaît depuis l'école primaire et qu'elle voit, depuis le collège, porter le foulard dans le quartier. Sans évoquer les indices d'une violence subie par l'adolescente, elle m'explique avoir parlé d'elle à la principale du collège, s'offusquant que celle-ci se refuse à intervenir, et envisageant alors d'appeler le numéro dédié aux enfants en danger.

S'ajoutant à la cartographie dessinant des centres-villes gentrifiés tolérants et des quartiers pauvres où habitent des minorités racisées homophobes, une autre opposition est établie : celle qui oppose les grandes villes comme Paris et New York (auxquelles s'ajoutent les autres agglomérations étatsuniennes des côtes Est et Ouest) au reste du territoire.

Celui-ci est désigné en France à travers l'évocation de la « *campagne* », des « *villages* » ou encore des « *petits bleds* » mais aussi des « *petites villes de province* » où, selon les Parisiens, il ne fait pas bon vivre quand on est gai ou lesbienne et par conséquent naturellement enclin à venir s'installer dans des quartiers comme le Marais.

Celui-ci est bel et bien vu comme un refuge, à rebours de ce que montrent des enquêtes consacrées aux hommes gais habitant dans des zones rurales, où ils négocient des formes de visibilité et de reconnaissance. L'ignorance ou l'occultation de cette réalité complexe est rendue possible par l'homogénéisation de territoires définis avant tout par opposition à la capitale et par un certain mépris de classe, qui associe « *la province* » à l'absence de culture, au repli sur soi, et à l'obscurantisme.

Martine, universitaire, me dit, opposant clairement le quartier où elle habite et les espaces ruraux : « *Évidemment, moi, je vis dans le Marais, alors je vois plutôt l'aspect tolérance de la chose. Dans la campagne ça doit être plus dur.* » Frédéric, producteur à la radio, explique :

« *Moi, je trouve ça moyenâgeux. Avec toute l'évolution de la société... Ils sont tellement réfractaires. Moi, je représente dans ma manière de vivre 5 % de la population française. Avec mes goûts. Je les vois à la campagne, les gens, c'est la campagne, quoi... Il y a internet mais les gens ont toujours aussi peur.* »

Cet extrait d'entretien fait suite à un développement sur la Manif pour tous dont il occulte la dimension urbaine, pourtant censée garantir l'ouverture d'esprit. La cartographie étasunienne est légèrement différente, notamment parce que les territoires qui incarnent, en dehors des grandes villes, l'homophobie recoupent aussi les cartes mentales du racisme. C'est « *le Sud* », figure repoussoir sur laquelle revient la suite du chapitre 4³.

³ Sylvie Tissot, *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*, Raisons d'agir, 2018